

Oui pour accueillir plus d'immigrants, surtout en région

C'est aujourd'hui que débutent les consultations sur la planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027 par la Commission des relations avec les citoyens de l'Assemblée nationale. Suivant ces consultations, le gouvernement décidera des seuils et du nombre d'immigrants que le Québec désirera accueillir durant les prochaines années. À titre de porte-parole des petites et moyennes entreprises et des régions du Québec, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) et la Fédération québécoise des municipalités (FQM) invitent l'ensemble des intervenants à débattre sereinement de ce sujet crucial, surtout pour nos entreprises, administrations et organismes qui font les frais de la pénurie de main-d'œuvre actuelle. Nos membres veulent assurer leur dynamisme et poursuivre leur croissance, mais à l'instar de la majorité des Québécoises et des Québécoises, ils craignent que la situation actuelle risque de freiner, voire mettre en péril, leur épanouissement.

Aujourd'hui, la FQM et la FCEI s'unissent pour demander d'accroître les seuils d'immigration, mais surtout, de prendre les moyens pour assurer sa réelle régionalisation. Nos membres travaillent activement, se mobilisent et innovent tous les jours afin d'attirer de nouveaux arrivants dans leurs milieux respectifs. Bien que la notion économique soit au cœur des enjeux liés à l'immigration, la notion d'occupation dynamique du territoire est tout aussi importante. En effet, un nouveau citoyen n'est pas seulement un travailleur ou un entrepreneur, il est aussi à nos yeux un membre actif participant au développement de sa communauté.

Le besoin de changement de cap dans ce dossier a été démontré par la FCEI. En effet, sa dernière étude sur la régionalisation de l'immigration démontre un déficit annuel de 18 000 immigrants dans nos régions. Ainsi, chaque année, c'est l'équivalent d'un Centre Vidéotron de nouveaux talents qui manquent pour épauler nos PME et ce problème a un coût terrible pour nos économies régionales. En effet, la FCEI estime à 11G\$ en pertes économiques pour les PME du Québec. Et la situation risque d'empirer lorsqu'on considère que 46% de nos PME sont à risque si l'enjeu de la main-d'œuvre demeure, voire s'aggrave. Le constat est donc évident; le Québec doit bouger s'il veut que ses régions et ses entreprises qui assurent leur prospérité continuent de se développer.

Parallèlement, l'accueil de nouveaux citoyens pour combler les besoins des entreprises et des organismes devra aussi être accompagné d'une nouvelle approche en matière de logement. La ministre responsable de l'habitation discute présentement avec tous ses partenaires à ce sujet, de multiples propositions ont été déposées dont des propositions structurantes de la part de nos deux organisations. Des services adaptés correspondant aux besoins de chacun des milieux pour faciliter l'accueil des immigrants seront aussi nécessaires.

Soyons ainsi ouverts à l'augmentation de l'immigration et priorisons les mesures qui assureront le succès de sa régionalisation, comme la francisation des immigrants, une politique d'habitation ambitieuse et une mobilisation des acteurs locaux. À ce chapitre, il est plus que temps de sortir des sentiers battus et de soutenir les initiatives prises partout en région et qui font déjà leurs preuves. À titre d'exemple, citons la contribution des derniers récipiendaires du Prix Ulrick-Chérubin, mis en place par le ministère de l'Immigration et la FQM pour souligner les bonnes pratiques en matière d'accueil. Que ce soit la MRC Mékinac, la ville de La Tuque ou Portes Ouvertes sur le Lac soutenu par les MRC du Domaine-du-Roy, Lac-St-Jean-Est et de Maria-

Chapdelaine, ce sont des exemples probants de milieux ayant associé les entreprises et les groupes de leur territoire et qui ont innové en matière d'accueil et d'intégration de leurs nouveaux citoyens.

Nous parlons de régionalisation de l'immigration depuis l'époque du premier ministre Robert Bourassa. Travaillons ensemble, dès maintenant, pour que la prochaine génération ait un nouvel exemple comme succès de politique publique en matière d'immigration et de régions.

Jacques Demers

Président de la FQM, maire de Sainte-Catherine-de-Hatley et préfet de la MRC de Memphrémagog

François Vincent

Vice-président Québec, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.